

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE MIRAMAS ET L'ASSOCIATION PROPULSE

Entre : la ville de Miramas, représentée par son Maire en exercice Monsieur Frédéric VIGOUROUX, dûment habilité par délibération du conseil municipal n°73-2024 du 11 avril 2024 à signer la présente, ci-après dénommée « la Ville », d'une part,

Et : l'association PROPULSE, représentée par sa Présidente Madame Danièle MOULIN, dûment habilitée à signer la présente – siret 390 736 395 00026 – sise 43 place Félix Pyat 13300 Salon de Provence, ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

L'Association Propulse est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les missions de l'association Propulse sont celles d'un chantier d'insertion, telles que définies ci-après :

Les ateliers et chantiers d'insertion proposent un accompagnement et une activité professionnelle aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Les ateliers et chantiers d'insertion sont conventionnés par l'État et bénéficient d'aides pour accomplir leurs missions.

La Ville souhaite favoriser l'insertion sociale et professionnelle des Miramasséens, durablement exclus du marché du travail ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi.

Considérant le rôle déterminant de l'Association, compte tenu de l'intérêt général que son action présente pour la commune et ses habitants, la Ville a décidé d'en soutenir l'action.

C'est pourquoi il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les actions conformes à ses statuts qu'elle entend développer sur le territoire et en faveur de la population de la ville de Miramas, au travers de sa politique d'insertion en faveur de la population et tout particulièrement des jeunes.

La Ville apporte son soutien à l'Association dans ses actions d'appui et d'accompagnement à l'emploi dans le cadre d'un chantier d'insertion régi par l'article L.5132-15 du Code du travail pour lequel l'Association bénéficie d'un financement de l'Etat pour l'année 2024.

Les actions prennent appui sur plusieurs supports d'activités.

L'agence de communication solidaire permet à une cinquantaine de salariés par an - maquettistes, rédacteurs, photographes, webmasters, etc. - de sortir de l'impasse du chômage. L'agence mise sur la créativité de ses salariés pour la création de site web et de tous supports de communication, ainsi que la production de livre à travers un chantier d'insertion en lien étroit avec la ville de Miramas.

Le chantier « Recyclab » promeut quant à lui le réemploi en restaurant des objets dans une démarche de transition écologique et en les proposant à la vente dans leur boutique.

Les actions d'appui et d'accompagnement à l'emploi sont effectuées par l'Association dans le cadre de deux chantiers d'insertion au bénéfice des habitants de Miramas en insertion socioprofessionnelle.

Les objectifs des actions de l'Association soutenus par la Ville sont ceux du chantier d'insertion tels qu'ils sont définis par le Code du travail :

- Assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes privées d'emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ;
- Organiser le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de ces salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable ;
- Faciliter l'accès à des activités salariées pour des personnes en grande difficulté permettant la reconstruction sociale de l'individu.

Ces activités salariées sont la première étape du parcours de réinsertion ou de professionnalisation.

Il appartient à l'Association de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à ces objectifs. L'action de l'Association en la matière devra s'inscrire dans une démarche de concertation avec tous les acteurs.

Titre I- Obligations de la Ville

Pour soutenir l'Association, et sous la condition expresse qu'elle remplisse toutes les clauses prévues à la présente convention, la Ville lui apporte un concours matériel et financier.

Article 2 - Mise à disposition de locaux

Par décision n°160-2021 du 28 juin 2021, la commune de Miramas a mis à disposition de l'association Propulse un bien cadastré section BP n° 182 place Jean Jaurès à Miramas.

Cette mise à disposition est consentie moyennant un loyer de 1 100€ par mois.

Article 3 - Concours financier

La Ville attribue à l'association Propulse, un concours financier sous forme d'une subvention annuelle.

La Ville a attribué par délibération n°59-2024 du 11 avril 2024, à l'association Propulse, pour l'année 2024, un concours financier sous forme d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 69 500 € (inclus les acomptes de 5 625 € / mois autorisés par délibération n°191-2023 du 20/12/22).

Cette somme sera versée par mandat administratif. La Ville pourra effectuer le versement en plusieurs fois.

Pour les exercices suivants, la Ville fixera annuellement, dans le cadre de sa préparation budgétaire, le montant du concours financier qu'elle décidera d'apporter à l'Association, et qui fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans l'attente du vote du budget de l'année N+1, des acomptes de subvention pourront être versés. Le montant de ces acomptes sera pris par délibération du Conseil municipal.

Titre II - Obligations de l'Association

En contrepartie du concours apporté par la Ville, l'Association prend les engagements suivants :

Article 4 - Usage des locaux

L'Association s'engage à respecter toutes les clauses de la convention relative à la mise à disposition de locaux, Titre I - article 2 de la présente convention.

Article 5 – Assurances

L'Association souscrira une police d'assurances couvrant notamment sa responsabilité civile afin de se prémunir contre les risques liés à son activité et les dommages pouvant en résulter.

Dans le cas de mise à disposition de locaux, l'Association certifie être assurée pour tous les dégâts et dommages qu'elle pourrait occasionner dans le cadre de cette utilisation notamment les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et également contre les risques de voisinage.

En cas de sinistre, la Ville se réserve le droit de demander réparation à l'assureur du responsable des dommages.

La Ville de Miramas ne pourra être rendue responsable des objets ou des biens appartenant aux associations qui seraient dégradés ou volés. Elle décline toute responsabilité en cas de vol d'effets personnels dans les installations, ces derniers n'étant pas assurés par la Ville.

L'Association devra s'acquitter du paiement de toutes les primes d'assurances afférentes et en justifier à chaque échéance par la délivrance des attestations correspondantes, qui conditionneront le versement de la subvention.

Article 6 - Bilan des activités

La Ville pourra demander à l'Association de lui fournir toutes précisions sur les actions réalisées.

La Ville pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes qu'elle aura mandatés pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

Article 7 - Obligations financières

L'Association s'engage, sur demande de la ville, à fournir après clôture de son exercice les documents énumérées ci-après et établis conformément aux normes comptables en vigueur :

- les comptes annuels et s'il y a lieu le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du Code de commerce.
- le rapport d'activité de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'Association.
- Un compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par une personne habilitée si les comptes annuels et rapports sont insuffisants pour apprécier l'utilisation de la subvention ou des subventions. Ce compte rendu financier est alors constitué d'un tableau des charges

et des produits, issu du compte de résultat de l'Association, et affecté à la réalisation du programme d'actions subventionné.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 8 - Obligations statutaires

L'Association s'engage à disposer de statuts et d'un règlement intérieur précisant clairement ses conditions de fonctionnement (convocations des membres aux assemblées générales, quorum, possibilité de donner pouvoir, modalités de vote, périodicité des réunions, tenue d'un registre de procès-verbaux, admission des nouveaux membres, élection...), la désignation des organes de gestion (assemblée délibérante, conseil d'administration, bureau, commissaire aux comptes ou contrôleur financier) et les conditions de dévolution ou de restitution des biens et des subventions en cas de dissolution de l'Association.

Si tel n'est pas le cas, l'Association s'engage à modifier ses statuts ou son règlement intérieur dans un délai raisonnable et en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année.

Titre III – Dispositions diverses

Article 9 – Résiliation et retrait de la subvention

En cas d'arrêt du projet cité à l'article 1 de la présente convention ou en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas d'urgence, mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes, à tout moment, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant résiliation immédiate.

L'Association, qui s'engage à respecter les lois de la République, souscrit aux engagements républicains contenus dans le document joint en annexe, dont elle en a informé ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou mis en ligne sur son site internet, si elle en dispose.

Les parties conviennent que le non-respect des engagements républicains est un motif de nature à justifier le retrait des subventions octroyées.

Article 10 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle est consentie pour l'exercice 2024.

L'Association ne pourra réclamer aucune indemnité à la Ville, ni à l'expiration de la convention, ni en cas de dénonciation de celle-ci en cours d'exécution pour quelque cause que ce soit.

Article 11 - Nature de la convention

L'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le ou les projets d'intérêt communal pour lesquels une subvention lui est accordée.

La Ville contribue financièrement à ces projets d'intérêt général, dans le cadre de la circulaire N°5811-SG du 29 septembre 2015 et conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention ou de ces subventions.

La présente convention n'a pas pour effet de faire perdre à l'aide accordée son caractère de subvention dans la mesure où la contrepartie exigée réside essentiellement dans l'adéquation entre les résultats des actions entreprises par l'Association, bénéficiaire, prises à son initiative et les objectifs d'intérêt général attendus par la Ville, collectivité publique versante.

La présente convention prévoit simplement les modalités de contrôle de l'usage de l'aide municipale qui n'est pas la contrepartie de prestations individualisées faites au profit de la Ville. Il ne s'agit pas non plus de la contrepartie d'engagements explicites pris par l'Association sur la nature ou le prix des actions qu'elle mène.

Article 12 – Intuitu Personae

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'Association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 13– Intangibilité des clauses

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Article 14 – Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille, 31 rue Jean-François Leca 13232 Marseille cedex 02. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Miramas le

Pour l'Association
La Présidente,

Pour la Ville
Le Maire

Danièle MOULIN

Frédéric VIGOUROUX